

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LA LUTTE DE CLASSES

Organe du Groupe Communiste (I^{Ve} Internationale)

N° 38 -3ème année

5 Novembre 1944

"La bourgeoisie a mené sa société à une banqueroute complète. Elle n'est capable d'assurer au peuple ni le pain ni la paix. C'est précisément pourquoi elle ne peut supporter plus longtemps l'ordre démocratique. Elle est contrainte d'écraser les ouvriers à l'aide de la violence physique"., (L. Trotsky *Où va la France*).

Coup de force gouvernemental Devant le coup de force gouvernemental DRESSONS NOS COMITES OUVRIERS ! FORMONS LES MILICES OUVRIERES !

Par un coup de force, le gouvernement vient de décider le désarmement des milices patriotiques. Dans le camp de la "Résistance" cela a entraîné l'approbation des uns (les bourgeois de "l'ordre") et la protestation platonique des autres (Saillant, les socialistes). *L'Humanité* proteste "vigoureusement", mais ce n'est quand même en fin de compte qu'une *protestation*.

Le gouvernement déclare avoir pris cette mesure afin de mettre les milices patriotiques sous le contrôle direct de l'armée et de la police de l'Etat. Ceci étant justifié par le maintien de "l'ordre".

Pourtant, Saillant a déclaré que le C.N.R projetait de transformer les milices patriotiques en "*gardes civiques et républicaines*". Et *L'Humanité* n'a jamais cessé de répéter : "*les milices patriotiques ne désirent rien d'autre qu'une collaboration disciplinée avec les Autorités et une collaboration confiante et amicale avec la police rénovée*" (30/8/44).

Mais si les milices patriotiques ne sont effectivement qu'une "*garde civique et républicaine*", dévouée aux intérêts de la patrie, dont le gouvernement est actuellement le maître, POURQUOI CE GOUVERNEMENT PREND-IL CONTRE CELLES-CI DES MESURES DE FORCE ?

"C'est la 5° colonne !", disent les staliniens. Mais comment un groupe de traîtres et d'espions, formant cette fameuse "5° colonne" pourrait-il imposer au gouvernement "démocratique" des mesures auxquelles les forces politiques de la Résistance seraient opposées ? OU ALORS IL FAUT AVOUER OUVERTEMENT QUE C'EST LA "5° COLONNE" QUI EST LE MAITRE DE L'ETAT, et non pas la "démocratie" !

En réalité, ces mesures ont été prises parce que l'Etat bourgeois, même s'il s'intitule "démocratique et républicain", ne peut tolérer aucune force armée qui soit indépendante de lui, sauf les groupements *directement* aux ordres de la bourgeoisie (fascistes, briseurs de grève, gardes du corps, etc.).

Or, les milices patriotiques sont composées en majorité d'ouvriers, d'exploités qui bien que prisonniers de la politique d'union sacrée des social-patriotes, aspirent quand même à l'abolition de l'injustice et de l'inégalité, à l'amélioration de leur sort. C'est cela pour eux, la défense de la patrie. Mais la patrie bourgeoise ne peut se sauvegarder à l'aide d'un tel patriotisme. La guerre qu'elle mène est une guerre pour l'exploitation de son propre peuple et de peuples plus faibles. Pour mener une guerre de rapine, on ne peut pas tolérer à l'intérieur le désir d'émancipation des esclaves, il faut que les instruments de REPRESSION et de COMMANDEMENT soient bien dans les mains de la bourgeoisie et qu'elle puisse s'en servir à sa guise.

La guerre patriotique *mobilisant l'enthousiasme des masses et donnant satisfaction à leurs aspirations* n'est possible que si la classe capitaliste a été d'abord renversée et qu'elle n'est plus maître dans le pays. *L'Humanité* veut mobiliser les ouvriers pour cette guerre des capitalistes, en nous donnant l'exemple de la Russie ou de la Révolution française. Mais la Russie est un pays où la Révolution prolétarienne et la guerre civile ont mis fin au règne des capitalistes. Quant à la France, il est question de la Révolution d'il y a 150 ans, où la bourgeoisie révolutionnaire renversait la féodalité. Mais aujourd'hui c'est la bourgeoisie qu'il s'agit de renverser. Sa domination étant chancelante, la bourgeoisie craint comme la peste tout véritable mouvement d'en bas, même dévié par les social-traîtres vers le patriotisme. En un mot, la bourgeoisie nous

frappe uniquement parce que nous sommes des ouvriers et que nos intérêts sont *naturellement* tout à l'opposé des siens.

° ° °

Duclos se plaint dans *l'Humanité* du 31/10 que nous allons vers un "régime pétainiste sans Pétain", que les lois dites républicaines, appliquées par le gouvernement de De Gaulle, ne sont que *les lois anti-ouvrières féroces de Daladier*. Mais pourquoi alors les staliniens ont-ils fait alliance, et engagé par là la classe ouvrière, avec De Gaulle, le chef de ce pétainisme ? Pourquoi ont-ils laissé à ce gouvernement pétainiste l'avantage de gagner du temps et de frapper les ouvriers, au lieu de le dénoncer dès le début et de mettre en garde les ouvriers ? Ce pétainisme était-il difficile à prévoir ? Non ! *La Lutte de Classes* avertissait les travailleurs le 19 septembre 1944 : "*De Gaulle affirme s'appuyer sur les lois de la République : mais ces lois de la "République" ce sont les lois scélérates votées depuis 1938 et surtout en 1939-1940 par le Parlement, lois féroces anti-communistes et anti-prolétariennes qui donnent un pouvoir dictatorial au gouvernement bourgeois*".

En novembre 1943 notre journal (n° 20) disait : "*la libération du sol de la patrie par De Gaulle et Cie, signifierait que plus que jamais le sol, le sous-sol et tout ce qui recouvre le sol de la France, resterait la propriété des capitalistes... Or, le maintien du régime capitaliste... signifie non seulement le maintien de l'esclavage salarié, mais aussi son aggravation avec les bas salaires et le chômage comme principaux moyens de la bourgeoisie française pour maintenir son exploitation. Si bien que le soutien du Comité d'Alger par les prétendus socialistes et communistes, en reniant le programme socialiste de L'EXPROPRIATION DES EXPROPRIATEURS, doit mener le peuple français à une nouvelle série de souffrances*".

Si la classe ouvrière a besoin d'une direction, d'un Etat-major, c'est bien pour prévoir les événements. Or, tandis que nous écrivions les lignes ci-dessus, le PC engageait les ouvriers dans le sillage de De Gaulle, sous prétexte d'une lutte commune pour la "démocratie" !

° ° °

Le programme du PC ne se différencie pas du programme du gouvernement de De Gaulle. Le gouvernement veut l'ordre et le calme. *L'Humanité* dit aussi : "il faut à l'arrière une France calme et détendue dans l'intérêt de la défense intérieure et extérieure" (26/9). Le gouvernement désarme les gardes pour instituer à leur place la préparation paramilitaire de la jeunesse sous le contrôle de l'armée. Mais *l'Humanité* aussi dit (21/10) : "*l'acte le plus révolutionnaire est aujourd'hui de faire la guerre*". *L'Humanité* était pour la reconnaissance du gouvernement De Gaulle par les impérialistes alliés et présentait cette reconnaissance comme une condition de la "grandeur" de la France. Or, le communiqué gouvernemental du 29/10 parle de l'urgence du règlement du problème des milices patriotiques, "*eu égard à l'ordre public et à la POSITION INTERNATIONALE du pays*" : une des premières conséquences de la reconnaissance, c'est l'exigence des impérialistes alliés pour l'instauration de "l'ordre", c'est-à-dire de l'obéissance aveugle du peuple devant la clique des dirigeants avec laquelle ils traitent.

Les social-patriotes ont tort de se plaindre : le gouvernement bourgeois ne fait qu'appliquer un programme dont ils se sont fait les promoteurs au sein des masses ouvrières. *Les social-patriotes sont enchaînés à leur politique gouvernementale d'union sacrée et ne peuvent opposer aucune résistance sérieuse aux projets réactionnaires du gouvernement*. Voilà pourquoi toute leur action se borne à des protestations et à des compromis.

° ° °

Avec le désarmement des gardes patriotiques, c'est toute la politique stalinienne qui fait faillite : "*la punition des coupables*", "*la mise en marche de l'industrie*", "*la parole au peuple*". CAR LE DERNIER CONFLIT REVELE QUE DEVANT LE POUVOIR DE LA BOURGEOISIE LA CLASSE OUVRIERE SE TROUVE DESARMEE ET A LA MERCI DES EXPLOITEURS.

Au coup de force gouvernemental, Duclos répond en appelant les ouvriers à s'engager en masse dans les milices patriotiques placées maintenant sous le contrôle gouvernemental. Mais les ouvriers peuvent-ils faire partie d'un organisme et avoir le sentiment d'y oeuvrer pour leur propre cause, quand cet organisme est sous la férule du gouvernement, ennemi de la classe ouvrière ?

On ne peut effacer le bilan de la politique social-patriote qu'*en renversant cette politique*.

Si les ouvriers et les masses exploitées se sont trouvés impuissants dans toutes les questions vitales, c'est parce que la question du *pouvoir* a été escamotée par les social-patriotes en faveur de De Gaulle. C'est en liaison avec la création d'un pouvoir qui soit le *leur* propre, que les masses doivent donc envisager toutes les questions se posant à elles.

Les ouvriers doivent obliger les social-patriotes à poser la question du pouvoir sous l'angle du pouvoir ouvrier, c'est-à-dire :

1° Soutenir la création de COMITES OUVRIERS (englobant tous les ouvriers sans distinction) d'usine, de chantier, de quartier, etc., démocratiquement élus, au-dessus de toute division politique ou professionnelle, qui soient *l'émanation et l'instrument exclusif des masses ouvrières contre les entreprises de la bourgeoisie* ;

2° tendre toutes les forces vers l'armement du prolétariat.

Les milices ouvrières doivent être formées sur la base du lieu de travail et d'habitation et être indissolublement liées à l'ensemble de la classe ouvrière. Elles doivent avoir comme objectif non pas la défense de "l'ordre" en général, mais la défense des usines contre les attaques fascistes, la défense des grèves, des réunions, des syndicats ouvriers, des organisations et de la presse ouvrières. Elles doivent montrer devant le gouvernement une résolution inébranlable, qui seule peut imposer le respect à celui-ci.

Ce n'est que si les Milices se posent des objectifs spécifiquement ouvriers, concernant les intérêts des classes exploitées et non de la nation en général (c'est-à-dire d'abord de la bourgeoisie), que les millions de travailleurs auront la confiance et le dévouement nécessaires pour mettre en échec les tentatives réactionnaires de la bourgeoisie.

Une politique prolétarienne, saine, claire sur les tâches à accomplir et les méthodes à suivre, renforcera et resserrera les rangs du prolétariat. Autour du prolétariat uni dans ses Comités, dans une seule et même action pour la défense des opprimés, contre la politique de réaction, de sabotage et d'affamement de la bourgeoisie, contre tout soutien du gouvernement qui est le suppôt de cette bourgeoisie, se rallieront les millions d'opprimés des villes et des campagnes, qui trouveront dans le prolétariat un guide pour leur lutte. La force du camp prolétarien serait alors invincible. Mais si le prolétariat ne montre pas cette cohésion et cette capacité de lutter, la haute bourgeoisie pourra s'emparer des masses petites-bourgeoises pauvres, déçues, désespérées, pour canaliser leur mécontentement contre le prolétariat : ce serait alors le fascisme.

Les travailleurs français comme autrefois les travailleurs d'Allemagne, se trouvent aujourd'hui à la croisée des chemins : vers la défaite, par l'union sacrée, ou vers la victoire, par une lutte de classe pour les intérêts de tous les exploités et opprimés.

VIVENT LES MILICES OUVRIÈRES !
VIVENT LES COMITES OUVRIERS !

OU VA LA FRANCE ? (Suite du précédent numéro)
LES SOURCES "IDEOLOGIQUES" DU FASCISME

L'existence d'un grave danger fasciste, malgré la défaite militaire de l'impérialisme allemand en France, nous ne l'inventons pas. Quotidiennement *l'Humanité* dénonce l'action anti-ouvrière et anti-démocratique (cette dernière provenant directement de l'activité du gouvernement et de l'administration) qui se renforce à une allure de plus en plus rapide.

Après avoir essayé d'attribuer cette action réactionnaire de grande envergure aux "îlots hitlériens" encore subsistant à l'arrière, *l'Humanité* est obligée d'avouer : "mais l'écrasement militaire de l'Allemagne NE SERVIRAIT DE RIEN à la longue si, PARTOUT (donc en France) le fascisme ne subissait pas un écrasement moral et politique complet" (22/10/44). Ainsi *l'Humanité* est finalement contrainte d'avouer l'étendue du danger. La classe ouvrière n'est pas simplement devant une tâche militaire (lutte physique) contre des "îlots hitlériens". La classe ouvrière se trouve devant une tâche politique et morale décisive, pour empêcher les éléments du peuple désespérés ou égarés (chômeurs, petits-bourgeois ruinés des villes, payans) de se laisser attirer dans le camp fasciste et de transformer celui-ci en une force de masses.

Comment les chefs staliniens "écrasent" politiquement le fascisme, nous l'avons vu dans le précédent numéro : ils soutiennent De Gaulle, c'est-à-dire la bourgeoisie. En faisant endosser aux organisations

ouvrières les responsabilités de la politique gouvernementale dans une situation catastrophique pour les masses, ils portent de l'eau au moulin fasciste.

Mais les chefs staliniens ont la prétention d'écraser aussi moralement le fascisme, c'est-à-dire son idéologie.

Qu'est-ce que l'idéologie fasciste ? La caractéristique fondamentale du fascisme, c'est l'exaspération du nationalisme. Pourquoi le nationalisme est-il devenu le moyen fondamental de la réaction et du fascisme pour la bourgeoisie, contre les masses exploitées ? C'est parce qu'à notre époque le capitalisme, en créant une économie mondiale, a détruit toute possibilité de vie économique indépendante (nationale) ; dans ces conditions le nationalisme n'est plus une doctrine d'émancipation des peuples, mais une doctrine d'asservissement. Pour les vieilles nations capitalistes (Angleterre, France, Allemagne, Etats-Unis, etc.), le nationalisme n'est pas l'affirmation du droit de ces peuples à disposer d'eux-mêmes, mais de la volonté d'opprimer des peuples plus faibles (Empire pour la France, "espace vital" pour l'Allemagne, etc.). Dans ces conditions, l'exaspération du sentiment nationaliste pousse infailliblement les classes sociales opprimées de ces pays capitalistes (petits-bourgeois et ouvriers) dans les bras de la bourgeoisie, pour une politique impérialiste de domination.

De cette façon, le nationalisme détourne les classes exploitées de leur propre lutte contre la bourgeoisie (lutte de classes) en leur faisant croire que leurs souffrances inouïes ne sont pas dues au régime capitaliste, que la tâche principale n'est pas de renverser leurs propres exploiters bourgeois ; il les détourne vers la lutte extérieure pour les "conquêtes civilisatrices", pour la main-mise sur les positions économiques et stratégiques nécessaires à la "mission" spéciale de la nation : images derrière lesquelles se cachent les capitalistes !

Le contre-poison de "l'idéologie" nationaliste ne peut être que l'internationalisme. Il exprime non pas "un vague rêve de solidarité" entre les hommes, mais les intérêts décisifs de toute la population du globe terrestre (en dehors des cliques capitalistes qui dirigent les peuples), il représente l'alliance réelle entre tous les opprimés et exploités contre leurs capitalistes. La victoire de l'idéologie nationaliste ou de l'idéologie internationaliste au sein de la classe ouvrière n'est pas une affaire de "sentiments", mais décide de la guerre ou de la paix dans le monde, de la barbare oppression fasciste et militariste ou de la liberté...

Que font les chefs staliniens pour vaincre l'idéologie du fascisme ?

Ils ont prétendu écraser le fascisme avec ses propres armes idéologiques.

C'est ainsi qu'en Allemagne le PCA voulut concurrencer Hitler, pour le supplanter auprès des masses, sur le terrain nationaliste, et lança lui aussi des mots-d'ordre de "libération nationale" (avant 1933) et de "la lutte contre l'étranger" (contre le traité de Versailles).

En France depuis le pacte Staline-Laval (1935) les chefs staliniens ont glissé progressivement vers la démagogie nationaliste. Ayant repris le mot-d'ordre de "la France aux Français; à l'Action Française; ils en sont arrivés à reprendre la Marseillaise aux trusts" (Duclos) !

Les chefs staliniens expliquent aux militants de la base que tout cela n'est que de la "tactique", que l'internationalisme doctrinal est difficile à faire rentrer dans la tête des masses et qu'en gagnant les masses à eux avec des mots-d'ordre qui "prennent", ils nous conduiront eux, les chefs, vers le communisme.

Mais le communisme ou le fascisme ne dépendent pas de la volonté des chefs. Ils dépendent du choix final que les masses feront entre le Parti ouvrier ou le Parti de la bourgeoisie.

Comment est déterminé ce choix ? Par la démagogie des Partis en présence ? Non. Mais par la capacité du Parti ouvrier à attaquer la base même de l'exploitation capitaliste, par sa capacité de renverser la bourgeoisie, chose qui n'est possible qu'à l'aide d'une idéologie internationaliste de classe.

° ° °

Sur le terrain de la démagogie et du nationalisme, c'est le Parti bourgeois qui doit avoir le dessus. La solution prolétarienne (internationaliste) n'étant pas offerte aux masses pour en finir avec un régime qui les étouffe, celles-ci ne se consolent pas avec des raisonnements sur la tactique, mais se tourneront infailliblement vers les Partis qui sur le terrain du nationalisme et de la démagogie vont jusqu'au bout,

c'est-à-dire qui ont la possibilité réelle -parce qu'agents de la bourgeoisie- d'offrir, par des aventures militaires à l'extérieur, une issue pratique au nationalisme.

Sur le terrain nationaliste et de la démagogie chauvine, le Parti ouvrier ne peut devenir un Parti dirigeant du pays. Il ne peut être qu'un Parti donnant des conseils au gouvernement, tâchant de se montrer plus nationaliste que les autres, mais qui ne sera jamais maître dans la maison. Sur le terrain du nationalisme, c'est toujours les Partis bourgeois qui vaincront ; en abandonnant l'idéologie internationaliste, les Partis ouvriers préparent la victoire du fascisme. Voilà pourquoi en Allemagne, quand la question fut posée sur le terrain nationaliste aussi bien par Thaelmann (communiste) que par Hitler, les masses choisirent Hitler, car sur ce terrain c'était Hitler seulement qui pouvait aller jusqu'au bout.

Nous voyons aujourd'hui à quelles catastrophes l'abandon de l'internationalisme par le PCA a conduit le peuple allemand. Nous sommes en France, aujourd'hui, en présence d'un danger aussi grand.

Sur le terrain de la préparation des esprits, les moyens "idéologiques" des staliniens rendent un service décisif aux fascistes. La ligne politique peut être redressée rapidement et les défaites surmontées par la simple volonté de tenir compte des leçons des faits. Mais il en est tout autrement dans le domaine moral de la préparation idéologique. Le poison nationaliste répandu dans les masses ne peut pas être éliminé du jour au lendemain. Il y faut de longues années. Car ce poison est engendré constamment par la propagande bourgeoise et ce n'est qu'après un travail d'années que le Parti communiste peut habituer l'avant-garde ouvrière à une pensée conforme à ses propres intérêts, c'est-à-dire la pensée internationaliste. Dans le domaine de la préparation idéologique les chefs staliniens font donc depuis 1935 tout ce qu'ils peuvent pour préparer la victoire du fascisme.

Mais heureusement, la base du Parti, comme en témoigne le mécontentement croissant parmi les militants du PC, reste fidèle au communisme et chaque fois que se manifeste sur eux l'influence directe du "trotskysme" (communisme véritable) ils se montrent tels qu'ils sont, c'est-à-dire internationalistes. C'est cette fidélité au communisme, qui subsiste dans l'avant-garde de la classe ouvrière malgré le poison idéologique stalinien, qui est le gage d'avenir le plus précieux.